

RÉSULTATS

L'opposition de droite remporte
les élections législatives en
Grèce

La Nouvelle démocratie (ND), principal parti d'opposition de droite conduit par Kyriakos Mitsotakis, a largement remporté les élections législatives en Grèce le 7 juillet en recueillant 39,85% des suffrages et 158 des 300 sièges que compte la Vouli Ton Ellinon (parlement) (+ 83 par rapport aux précédentes élections législatives du 20 septembre 2015). Il a devancé la Coalition de la gauche radicale (SYRIZA), parti de gauche radicale dirigé par le Premier ministre sortant Alexis Tsipras, qui a obtenu 31,53% des voix et 86 sièges (- 59).

Le Mouvement pour le changement (Kinima allagis, KINAL), parti né de la fusion du Mouvement socialiste panhellénique (PASOK) et du Mouvement des socialistes démocratiques (KIDISO) et emmené par Fofi Gennimata, a pris la troisième place avec 8,1% des suffrages et 22 élus. Il est suivi par le Parti communiste (KKE), conduit par Dimitris Koutsoumbas, qui a obtenu 5,3% des voix et 15 sièges (=) ; la Solution grecque (EL), parti nationaliste de Kyriakos Velopoulos, qui a recueilli 3,7% et 10 élus et le Front européen de désobéissance réaliste (MeRA25), parti de gauche dirigé par l'ancien ministre des Finances du gouvernement d'Alexis Tsipras (janvier-juillet 2015) Yanis Varoufakis, qui a obtenu 3,44% et 9 élus.

Aube dorée (XA), parti d'extrême droite emmené par Nikolaos Michaloliakos, a échoué à recueillir 3% des suffrages exprimés, seuil minimum pour entrer au parlement et ne sera donc pas représenté.

La participation a été légèrement supérieure à celle enregistrée lors du précédent scrutin du 20 septembre 2015 (+ 1,35 point) et s'est élevée à 57,92%.

Le vote est obligatoire en Grèce jusqu'à l'âge de 70 ans et l'abstention est officiellement punie d'une peine d'emprisonnement allant d'un mois à un an ainsi que par un licenciement du contrevenant mais ces sanctions ne sont pas appliquées.

Résultats des élections législatives du 7 juillet 2019 en Grèce

Participation : 57,92% (la participation est obligatoire)

Partis politiques	Nombre de voix obtenues	Pourcentage des suffrages recueillis	Nombre de sièges
Nouvelle démocratie (ND)	2 251 319	39,85	158
Coalition de la gauche radicale (SYRIZA)	1 781 079	31,53	86
Mouvement pour le changement (KINAL)	457 493	8,10	22
Parti communiste (KKE)	299 572	5,30	15
Solution grecque (EL)	208 801	3,70	10
Front européen de désobéissance réaliste (MeRA25)	194 238	3,44	9
Autres	576 866	8,08	0

Source : ministère de l'Intérieur
<https://ekloges.ypes.gr/current/v/home/en/parties/>

Élections Législatives en Grèce

07 juillet 2019

« *Un cercle douloureux se referme. C'est un nouveau jour qui se lève pour la Grèce* » a déclaré Kyriakos Mitsotakis à l'annonce des résultats. Le dirigeant de Nouvelle Démocratie peut se réjouir d'avoir obtenu la majorité qu'il souhaitait. « *Je vous ai demandé une forte majorité pour pouvoir changer la Grèce. Vous me l'avez offert généreusement. A partir de maintenant débute un combat magnifique* » a-t-il déclaré ajoutant « *C'est un grand jour pour la démocratie. Les hommes et les femmes ont dans leurs mains l'avenir de ce pays* ».

Kyriakos Mitsotakis a promis de faire redémarrer l'économie grecque en attirant les investisseurs et en réformant le système fiscal. Il souhaite baisser de 28% à 20% le taux d'imposition des sociétés, réduire le plus faible niveau de la TVA à 11% et plafonner le plus élevé à 22% et enfin baisser de 30 points l'impôt prélevé sur les biens immobiliers des particuliers et des personnes morales comme sur les terrains. « *Tout le monde a l'air d'accord avec l'idée que nous devons baisser les impôts, même nos créditeurs* » a-t-il déclaré. Kyriakos Mitsotakis, qui avait été chargé de licencier 15 000 fonctionnaires lorsqu'il était ministre de la Réforme de l'administration et de la Gouvernance (2013-2015), a promis qu'il n'y aurait aucun licenciement dans la fonction publique.

« *L'économie explique les résultats des élections législatives. Au cours des quatre dernières années, les gens n'ont vu aucune amélioration de leur situation. Au contraire, il y a eu des coupes dans les salaires et les pensions de retraites* » a indiqué Theodore Coulombis, professeur de science politique à l'université d'Athènes.

« *C'est la tête haute que nous acceptons le verdict populaire. Pour ramener la Grèce là où elle en est, nous avons dû prendre des décisions difficiles qui ont eu un coût politique élevé* » a déclaré Alexis Tsipras après l'annonce des résultats.

Alexis Tsipras a perdu une grande partie de son électorat populaire, qui a longtemps été sensible à son charisme et qui a surtout cru à ses promesses. Le Premier ministre sortant a en effet été élu sur le rejet des mémorandums et de la politique d'austérité mais moins d'un an après son arrivée au pouvoir, il signait un troisième plan de sauvetage qui obligeait Athènes à prendre de strictes mesures de rigueur.

Agé de 51 ans et originaire d'Athènes, Kyriakos Mitsotakis, surnommé Koulis, est diplômé du Collège d'Athènes et des universités Harvard et Stanford (Etats-Unis). Il a commencé sa carrière comme analyste financier et il a exercé diverses fonctions au sein de plusieurs sociétés, dont McKinsey & Company. En 1999, il fonde NBG Venture Capital, une compagnie qu'il dirigera jusqu'en 2003, année où il décide de s'engager en politique.

Il est élu pour la première fois au parlement lors des élections législatives du 7 mars 2004. En 2013, il est nommé ministre de la Réforme de l'administration et de la gouvernance dans le gouvernement d'Antonis Samaras (ND), un poste qu'il conservera jusqu'en 2015. L'année suivante, il devient président de la Nouvelle Démocratie et prend donc la tête de l'opposition à Alexis Tsipras. Comme souvent en Grèce, Kyriakos Mitsotakis appartient à une dynastie : il est le fils de l'ancien Premier ministre (1990-1993) Constantin Mitsotakis.

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.